



SYNDICAT DE L'ORGE



COMMUNE DE JANVRY (91)  
SYNDICAT DE L'ORGE

Dossier d'enquête publique du zonage  
d'assainissement des eaux usées de la commune  
de Janvry

**Rapport**

Etude financée par :



# SOMMAIRE

<b>PREAMBULE.....</b>	<b>3</b>
<b>DISPOSITIF REGLEMENTAIRE .....</b>	<b>4</b>
<b>1. NOTICE EXPLICATIVE .....</b>	<b>5</b>
1.1. SITUATION ADMINISTRATIVE DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT .....	5
1.2. GENERALITES ET DEFINITIONS .....	5
1.2.1. <i>Assainissement collectif</i> .....	5
1.2.2. <i>Assainissement non collectif</i> .....	6
<b>2. CARACTERISTIQUES ET SPECIFICITES DE LA COMMUNE.....</b>	<b>7</b>
2.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE .....	7
2.2. MILIEU NATUREL ET CONTRAINTES SPECIFIQUES.....	8
2.2.1. <i>Contexte géologique et pédologique</i> .....	8
2.2.2. <i>Contexte hydrogéologique</i> .....	9
2.2.3. <i>Hydrographie</i> .....	10
2.2.4. <i>Zones naturelles protégées</i> .....	10
2.2.5. <i>Contraintes spécifiques</i> .....	10
2.3. POPULATION ET URBANISME.....	14
2.3.1. <i>Population et logements</i> .....	14
2.3.2. <i>Projets d'urbanisme</i> .....	14
<b>3. PRESENTATION DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT.....</b>	<b>14</b>
3.1. RESEAU D'ASSAINISSEMENT .....	14
3.2. OUVRAGES PARTICULIERS ET UNITE DE TRAITEMENT DES EAUX USEES .....	15
3.3. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....	15
<b>4. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES ET JUSTIFICATION TECHNICO-ECONOMIQUE.....</b>	<b>16</b>
4.1. ZONES A VOCATION D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	16
4.2. ZONES A VOCATION D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....	16
4.3. JUSTIFICATION DU CHOIX DE ZONAGE RETENU .....	16
4.3.1. <i>Etude technico-économique</i> .....	17
4.3.2. <i>Critères environnementaux</i> .....	20
4.3.3. <i>Conclusions pour Janvry Bourg</i> .....	21

## PREAMBULE

Le Code Général des Collectivités Territoriales (article L.2224.10), après codification de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 (article 35-III) et la loi du 30 décembre 2006 précisant certains aspects liés à l'entretien et à la remise en état des installations des assainissements non collectifs, imposent de nouvelles règles sur l'assainissement des communes. Dans ce cadre, la commune de Janvry s'engage dans une démarche de Zonage « assainissement ».

Le **présent document constitue le dossier de mise à enquête publique** qui permet de délimiter à l'échelle du territoire communal :

zonage	les zones <b>d'assainissement collectif</b> où la commune est tenue d'assurer la collecte des eaux usées (EU) domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
« assainissement »	
des eaux usées	les zones relevant de <b>l'assainissement non collectif</b> où la commune est seulement tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elle le décide, leur entretien ;

Au titre du Code Général des Collectivités Territoriales (article L.2224-7 et 8), l'enquête publique préalable à la délimitation des zones d'assainissement collectif et non collectif est celle prévue aux articles 2224-10 et R2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le zonage d'assainissement a été déterminé en fonction de l'intérêt technique, économique et environnemental des projets concernant les eaux usées et les eaux pluviales.

## DISPOSITIF REGLEMENTAIRE

Le zonage d'assainissement est soumis à enquête publique avant son approbation, selon le Code de l'Environnement et son décret d'application n° 94-469 du 3 juin 1994 et le Code Général des Collectivités Territoriales, modifiés par le Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 :

**Art. R. 2224-7** - *Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement, soit parce que son coût serait excessif.*

**Art. R. 2224-8** - *L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R.123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement.*

**Art. R. 2224-9** - *Le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé*

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C.) prendra en charge le contrôle de conformité de l'assainissement non collectif conformément à l'article 2 de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif et l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

*Le contrôle technique exercé par la commune sur les systèmes d'assainissement non collectif comprend :*

- 1. La vérification technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages. Pour les installations nouvelles ou réhabilitées, cette dernière vérification peut être effectuée avant remblaiement ;*
- 2. La vérification périodique de leur bon fonctionnement qui porte au moins sur les points suivants :*
  - vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et de leur accessibilité,*
  - vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,*
  - vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse toutes eaux.*

La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles : cette délimitation a **simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu** et ne peut avoir pour effet, tel que le stipule la circulaire du 22 mai 1997 (annexe 1, article 6) :

- Ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement,
- Ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement,
- Ni de constituer un droit pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte.

Conformément à l'article **R.123-8 du Code de l'Environnement** (réforme des enquêtes publiques – Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011) et en adéquation avec le tableau annexé de l'article **R.122-2 du Code de l'Environnement** (réforme des études d'impact - Décret n°2011-2019 du 29 décembre 2011), le présent projet n'est pas soumis à étude d'impact.

Par conséquent et conformément à l'article **R.123-8 du Code de l'Environnement**, le présent document précise les coordonnées du maître d'ouvrage ou du responsable du projet, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet et présente un résumé des principales

raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet soumis à enquête a été retenu.

## 1. NOTICE EXPLICATIVE

### 1.1. SITUATION ADMINISTRATIVE DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT

Maîtrise d'ouvrage : Syndicat de l'Orge

Exploitant : Syndicat de l'Orge

### 1.2. GENERALITES ET DEFINITIONS

L'assainissement des agglomérations consiste à collecter :

- d'une part, les eaux usées d'origine domestique (WC, salle de bains, cuisine, lavage des sols) et non domestique (avec autorisation de déversement voire convention spéciale entre la collectivité et l'activité), à les transporter jusqu'à un ouvrage de traitement et à les traiter avant restitution au milieu naturel,
- d'autre part, les eaux de pluie éventuellement recueillies sur la voirie ou dans un réseau eaux pluviales, voire à les retenir avant restitution au milieu naturel.

Les rejets dans le milieu naturel doivent être compatibles avec les exigences de la santé publique et de l'environnement.

Chaque logement de la commune doit être assaini conformément à la réglementation en vigueur, soit par un système collectif, soit par un système d'assainissement individuel conforme.

#### 1.2.1. Assainissement collectif

L'assainissement collectif a pour objet la collecte des eaux usées (EU), leur transfert par un réseau public, leur épuration (c'est-à-dire leur traitement), l'évacuation des eaux traitées vers le milieu naturel, la gestion des sous-produits (c'est-à-dire les déchets) de l'épuration et de l'entretien des réseaux.

Les équipements d'assainissement situés depuis la limite du domaine privé et du domaine public (la boîte de branchement) relèvent du domaine public et sont à la charge de la collectivité. L'ensemble des charges du service public d'assainissement collectif est couvert par la redevance assainissement collectif et par la taxe de raccordement.

On parle de raccordement au réseau d'assainissement pour les ouvrages à réaliser entre l'habitation et la boîte de branchement implantée sous domaine public, en limite de propriété.

Les réseaux publics de collecte peuvent être :

- **de type unitaires :**

Les eaux usées et les eaux pluviales sont collectées par un réseau unique qui est en général muni de déversoirs d'orage permettant le rejet d'une partie des eaux lors de pluie importante, vers le milieu naturel.

- **de type séparatifs :**

Les riverains sont desservis par un réseau d'eaux usées strictes affecté à l'évacuation des eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères).

L'assainissement pluvial permet de gérer les eaux de ruissellement par temps de pluie. La collecte et l'évacuation des eaux pluviales (EP) peuvent être assurées de différentes manières : fossés, réseaux pluviaux ouverts ou enterrés, techniques alternatives telles qu'infiltration et dispositif de rétention à la parcelle, stockage sur des toits terrasses, chaussées réservoirs, etc., permettant de limiter les transferts rapides des eaux pluviales qui sont souvent préjudiciables au milieu naturel.

**Comme le stipule le Code Civil, (articles 640 et 641) il n'est jamais une obligation pour la collectivité d'accepter les eaux pluviales issues des propriétés privées ; aussi, lorsqu'elle décide de réaliser cette collecte des eaux pluviales, la commune est en droit d'en fixer les modalités.**

Notons, enfin que les constructions situées en « zone d'assainissement collectif » **ne bénéficient pas d'un droit** à disposer d'un équipement collectif à une échéance donnée. La réglementation en matière s'applique donc comme partout ailleurs : en **l'absence de réseau**, il est nécessaire de disposer d'un équipement individuel (non collectif) aux normes et maintenu en **bon état de fonctionnement**, même pour les constructions neuves.

### 1.2.2. Assainissement non collectif

L'assainissement non collectif, appelé également autonome ou individuel, désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte et le traitement des eaux usées, ainsi que le rejet des eaux traitées, pour des logements qui ne sont pas raccordables à un réseau d'assainissement public, en accord avec les textes régissant la protection des cours d'eau et des nappes phréatiques.

Il existe différentes techniques d'épuration (présentées en annexe) dont le choix est dicté par un certain nombre de contraintes :

- surface disponible sur la parcelle,
- aménagements existants sur la parcelle,
- aptitude du sol à l'épuration / dispersion des eaux usées,
- présence d'un exutoire, etc.

Ces techniques d'épuration vont du traitement des eaux usées par le sol en place (tranchées d'infiltration, solution la moins onéreuse), lorsque bien évidemment sa nature le permet, jusqu'à un traitement dans un sol artificiel reconstitué. Les techniques d'assainissement non collectif font l'objet d'une réglementation spécifique.

Les systèmes non collectifs sont utilisés lorsque la densité de l'habitat est faible et rend trop coûteuse la mise en place de réseau public.

## 2. CARACTERISTIQUES ET SPECIFICITES DE LA COMMUNE

### 2.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune de Janvry est située au nord-ouest du département de l'Essonne, dans l'ancien pays, aujourd'hui devenu la région naturelle du Hurepoix. La commune occupe un territoire 8,84 km<sup>2</sup>. Ce territoire est traversé par deux routes départementales qui se croisent dans le bourg, la route départementale 24 et la route départementale 40, s'ajoutent à l'est du village les voies de l'autoroute A10 et de la LGV Atlantique. Outre le village au centre du territoire, Janvry regroupe les hameaux de La Brosse, Marivaux et pour partie Chante-Coq et Mulleron.

La commune appartient administrativement à l'arrondissement de Palaiseau et au canton de Dourdan.

La commune appartient au bassin-versant de l'Orge, affluent de la Seine. La Sallemouille est le cours d'eau, affluent de l'Orge, qui traverse le nord du territoire communal d'ouest en est.

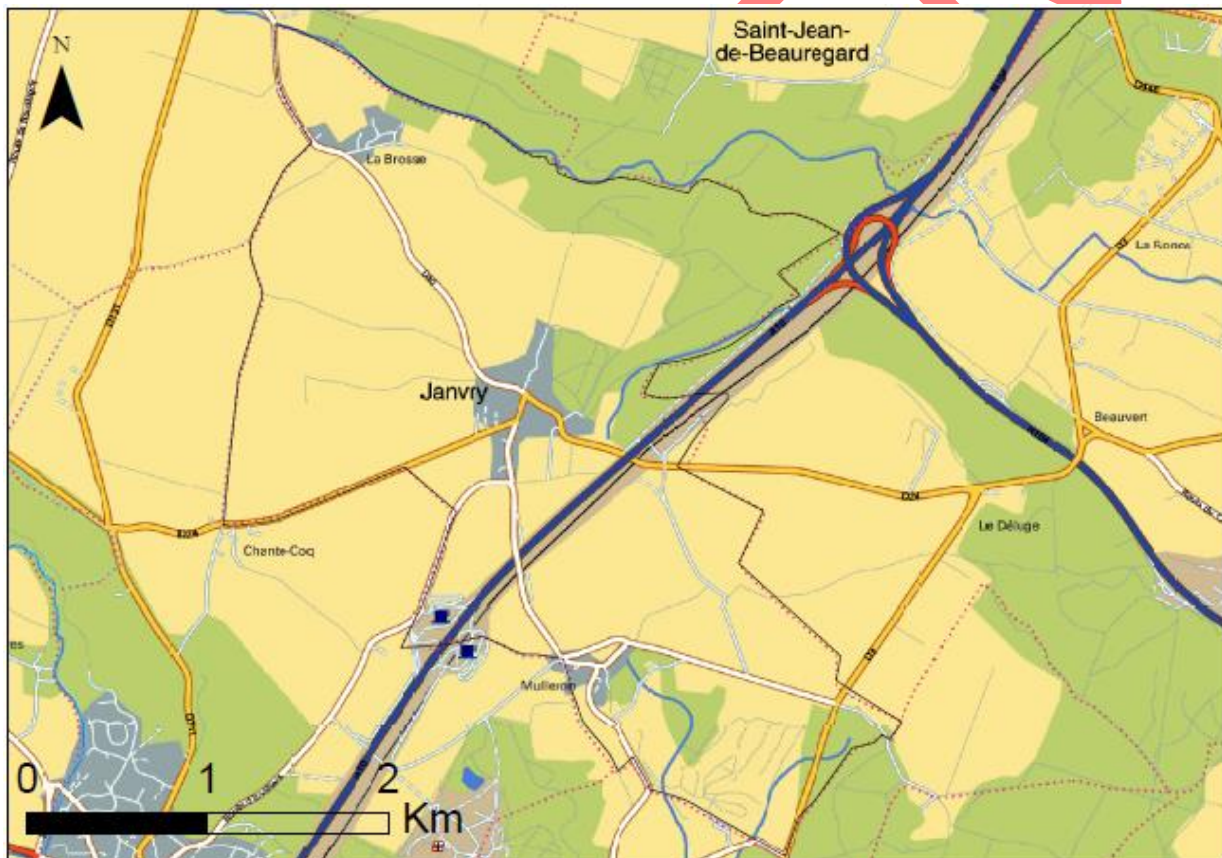


Figure 1 : Carte de localisation sur fond topographique

Le territoire communal s'étage entre une altitude minimale de 113 mètres au nord-ouest à proximité du lit de la rivière et une altitude maximale de 172 mètres au sud à proximité du lieu-dit Mulleron.



## 2.2. MILIEU NATUREL ET CONTRAINTES SPECIFIQUES

### 2.2.1. Contexte géologique et pédologique

(Source : cartes géologiques : BRGM N°219 Corbeil au 1 / 25 000 et BRGM N°218 Rambouillet au 1 / 25 000)

Le territoire communal de Janvry regroupe 5 grandes unités géologiques :

- Limons des plateaux : D'origine éolienne, cette formation se caractérise notamment par des limons argilo-sableux, bruns à légèrement ocres. Dans le secteur, ils peuvent être mêlés aux colluvions constituées de matériaux des plateaux (Sable de Lozère, Argile à meulière, Limons des plateaux). Des poches de terrains de nature hétérogènes sont donc susceptibles d'être rencontrées ;
- Argiles à meulière de Montmorency : Cette formation se caractérise par des argiles sableuses ocre pouvant comporter des blocs de meulière pouvant être de toute taille et plus ou moins abondants allant de quelques blocs disséminés dans la masse à des niveaux plus charpentés. C'est cette particularité qui a donnée son nom d'argile à meulière. Au sein de l'Argile à Meulière, peut se développer le Calcaire d'Etampe. Il s'agit d'un calcaire marneux ou noduleux blanc jaunâtre, présent soit en bancs continus soit en bancs discontinus dispersés dans l'Argile à Meulière ;
- Sables et grès de Fontainebleau : Ces sables très fin de couleur souvent blanchâtre à beige peuvent se teindre d'ocre, à proximité de la surface du sol sous l'effet du lessivage et plus en profondeur au niveau du battement de la nappe ;
- Colluvions et éboulis : Les colluvions et dépôts de pentes sont des formations superficielles de nature remaniée. Présents essentiellement le long des pentes, ces colluvions sont issues de l'altération des formations à l'amont (Limon des plateaux, Argile à Meulière et Sables de Fontainebleau). De part leur mode de mise en place, il s'agit de dépôts argileux et hétérogènes susceptibles de pouvoir contenir des blocs (issus de l'Argile à Meulière) et présent sur des épaisseurs variables le long de la pente ;
- Sables de Lozères : Cette formation est déposée en poches localisées dans l'argile à meulière. Elles peuvent présenter des variations d'épaisseur selon qu'elles s'enfoncent plus ou moins profondément dans l'Argile à Meulière, voir ne pas être présente du tout. Cette formation peut se présenter sous la forme d'un faciès sableux ou argileux bariolé voir graveleux .

Un extrait de la carte géologique est présenté ci-après (figure 2).



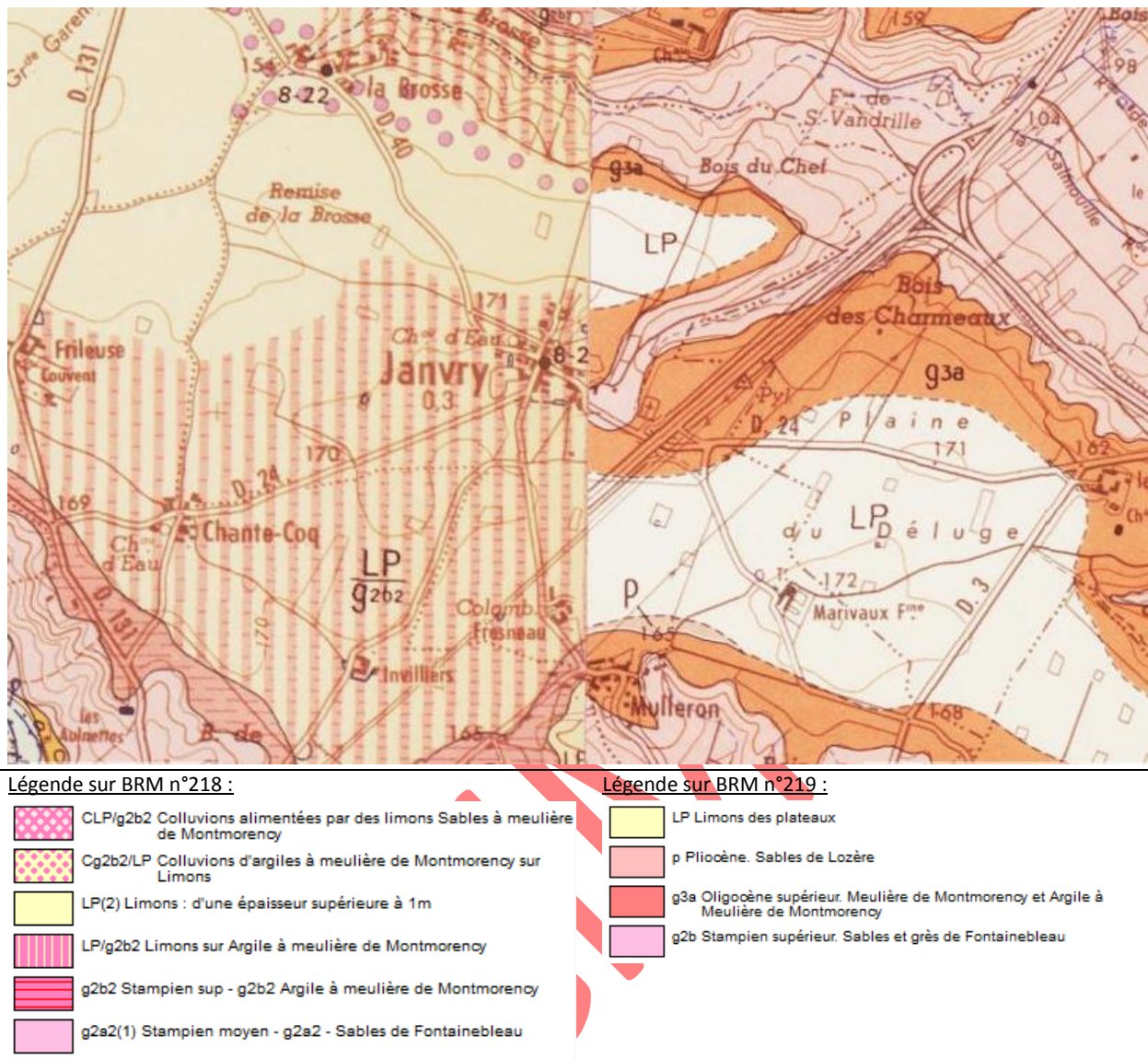


Figure 2 : extrait carte géologique

### 2.2.2. Contexte hydrogéologique

D'après les données de la carte géologique de Corbeil et de Rambouillet au 1/50.000ème, les données de la banque du sous-sol du BRGM et notre connaissance du secteur, les circulations superficielles et nappes susceptibles d'intéresser le projet se situent dans les formations suivantes :

#### Circulations superficielles :

Sur Janvry, des circulations superficielles sont susceptibles de se produire dans les éboulis et colluvions le long de la pente. Ces circulations, alimentées par l'impluvium peuvent générer des niveaux d'eau temporaires et anarchiques dans ces formations. Ces circulations ne sont pas pérennes et dépendent grandement des conditions météorologiques, c'est-à-dire qu'elles se manifestent en périodes pluvieuses prolongées et seront absentes ou de moindre présence en période sèche. Lorsqu'elles sont présentes, au sein des Sables de Lozère, ces circulations superficielles peuvent former des poches d'eau pouvant être d'un volume relativement important et dont l'extension reste variable.

### Nappe des Sables de Fontainebleau :

Les Sables de Fontainebleau abritent la nappe principale du secteur. Les écoulements de cette nappe sont fortement influencés par le drainage des vallées dans lesquelles elle se déverse. A noter, la présence de nombreuses naissances de ru pouvant être le signe d'une résurgence de la nappe dans ce secteur.

La présence des nombreuses mares sur Janvry renseigne de la mauvaise capacité d'infiltration des sols présents à son sommet et donc de la nature argileuse des formations de sub-surface au niveau de ce dernier.

#### **2.2.3. Hydrographie**

L'unité hydrographique dont fait partie Janvry définie par le SDAGE de l'agence de l'eau Seine Normandie est « les Bassin-versants de l'Orge et de l'Yvette ». A une échelle plus fine, elle est divisée en 2 bassins versants, le Bassin de la Sallemouille et le Bassin de la Rémarde et de ses affluents (la Charmoise) :

- La Sallemouille de code Sandre : HR98-F4645000 serpente sur 16,8 km entre sa source sur la commune de Gometz- La Ville et sa confluence avec l'Orge.
- La Charmoise de code Sandre : HR97-F4634000 serpente sur 7,5 km entre sa source sur la commune de Janvry et sa confluence avec la Rémarde

#### **2.2.4. Zones naturelles protégées**

Le territoire communal de Janvry n'est pas concerné par des zones naturelles protégées (ZNIEFF, réserves biologiques, zone humide RAMSAR....)

#### **2.2.5. Contraintes spécifiques**

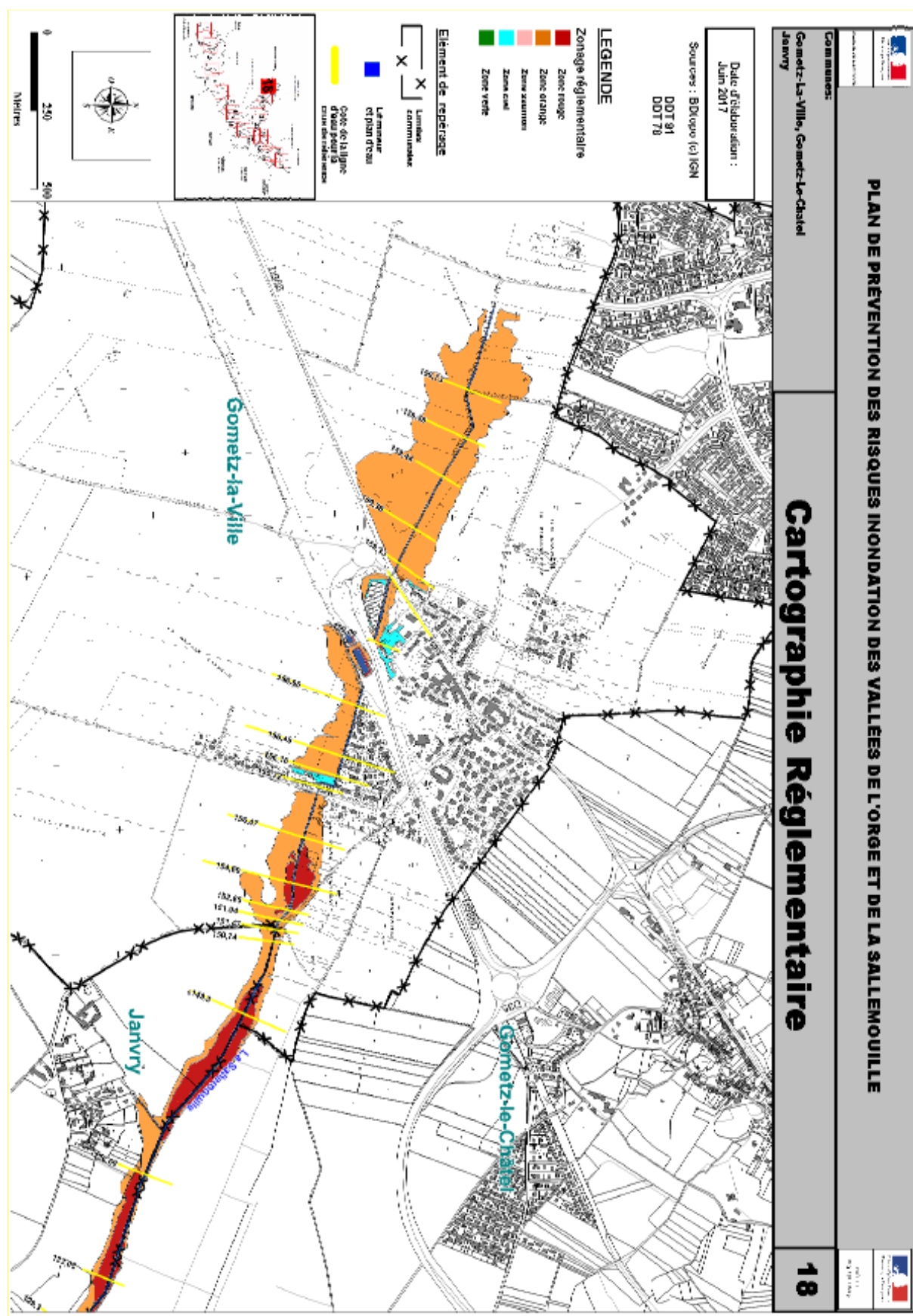
##### *2.2.5.1. Risques inondation*

Le risque inondation est présent sur la commune de Janvry notamment au niveau de la vallée de la Sallemouille. Cinq ouvrages de lutte contre les inondations (bassins d'écêtement, plans d'eau) existent en amont de la commune.

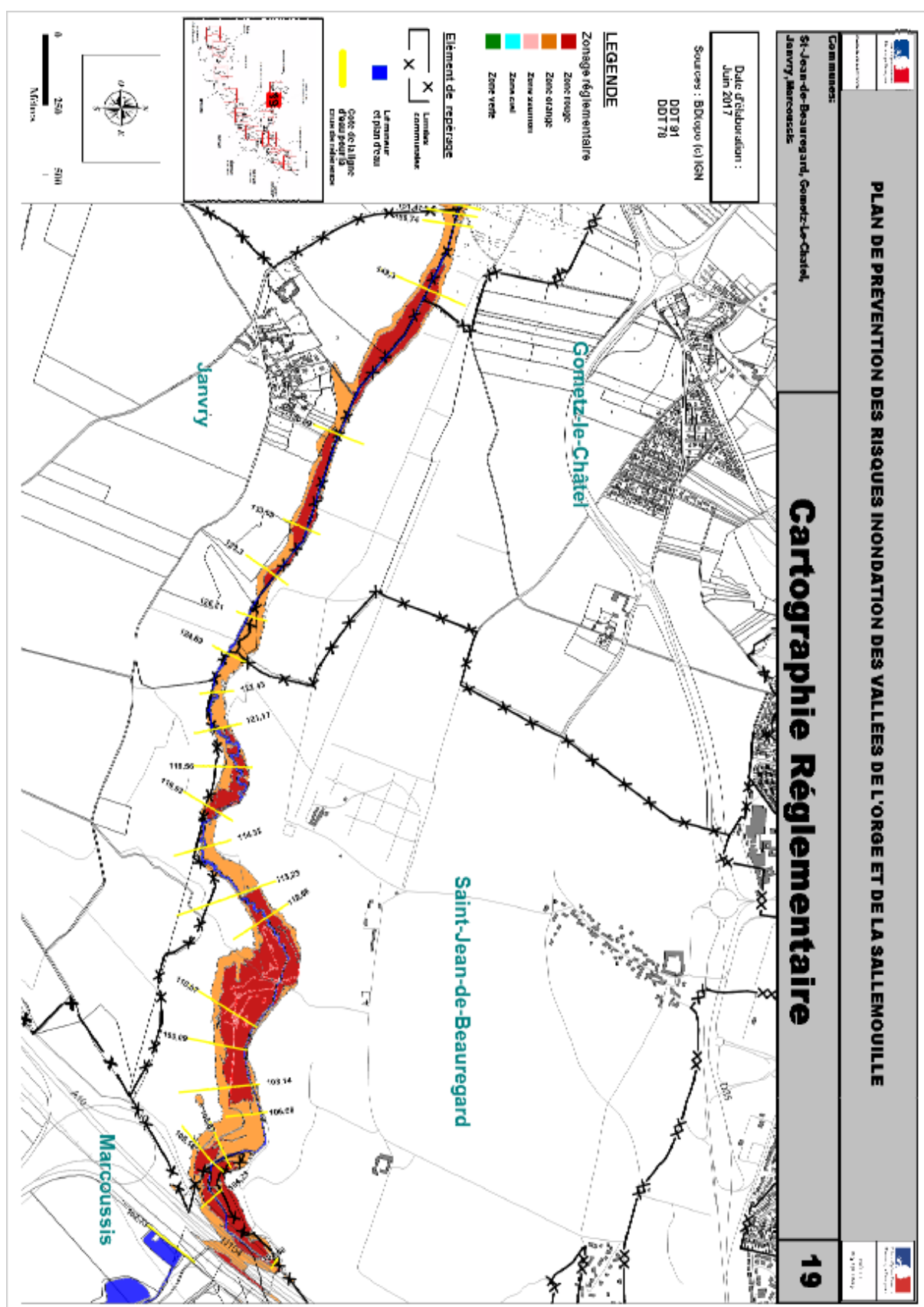
Le risque d'inondation peut résulter du ruissellement pluvial des zones imperméables de la commune.

Le plan de prévention des risques naturels d'inondation de la vallée de l'Orge et de la Sallemouille a été prescrit le 21 décembre 2012. La prescription a été prorogée le 21 décembre 2015 pour une durée de 18 mois.

Un extrait du PPRi Orge/Sallemouille est présenté ci-dessous.







#### 2.2.5.2. Risques remontée de nappe

Selon la cartographie établie par le BRGM, le site étudié possède une sensibilité « Très faible à faible » face au risque d'inondation par remontée de nappe. De manière générale, le risque de remontées de nappe suit globalement le relief du territoire, c'est-à-dire que le risque est faible à très faible sur les plateaux, moyen à très fort sur les coteaux, et les nappes sont jugées sub-affleurentes dans les fonds de vallées. Une sensibilité plus importante est attendue en pied de versant là où il est possible de constater l'émergence des ruisseaux environnant par vidange de la nappe des Sables de Fontainebleau.

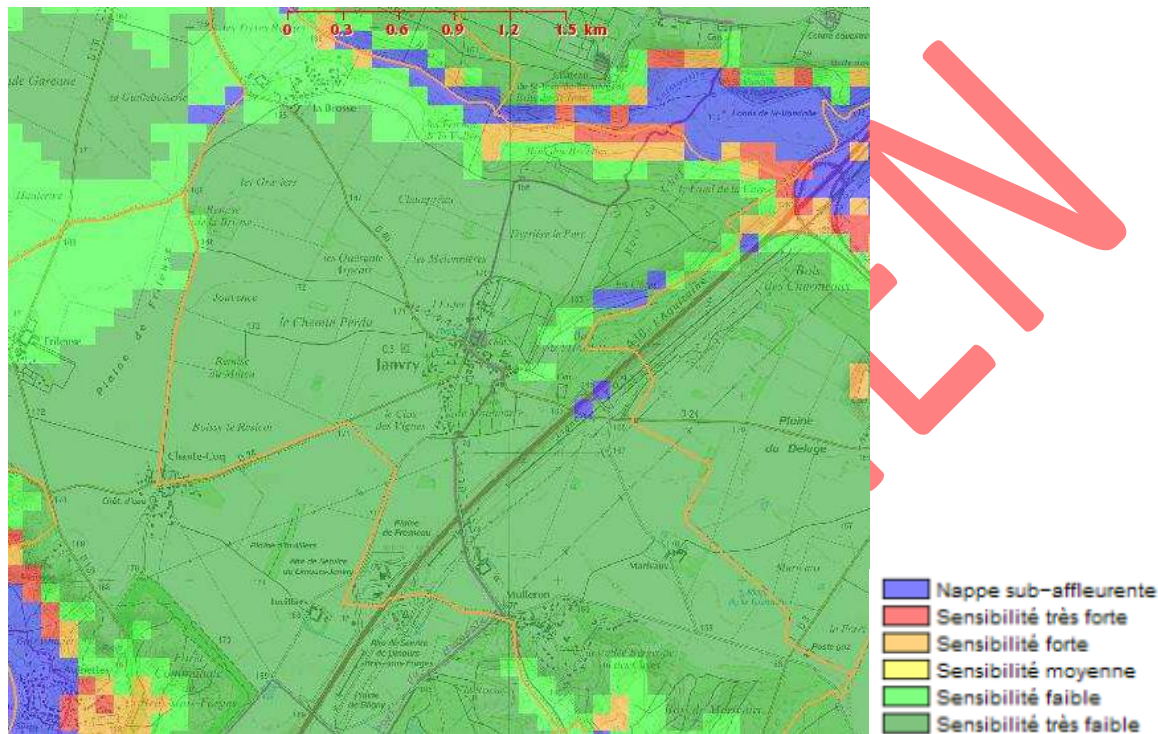
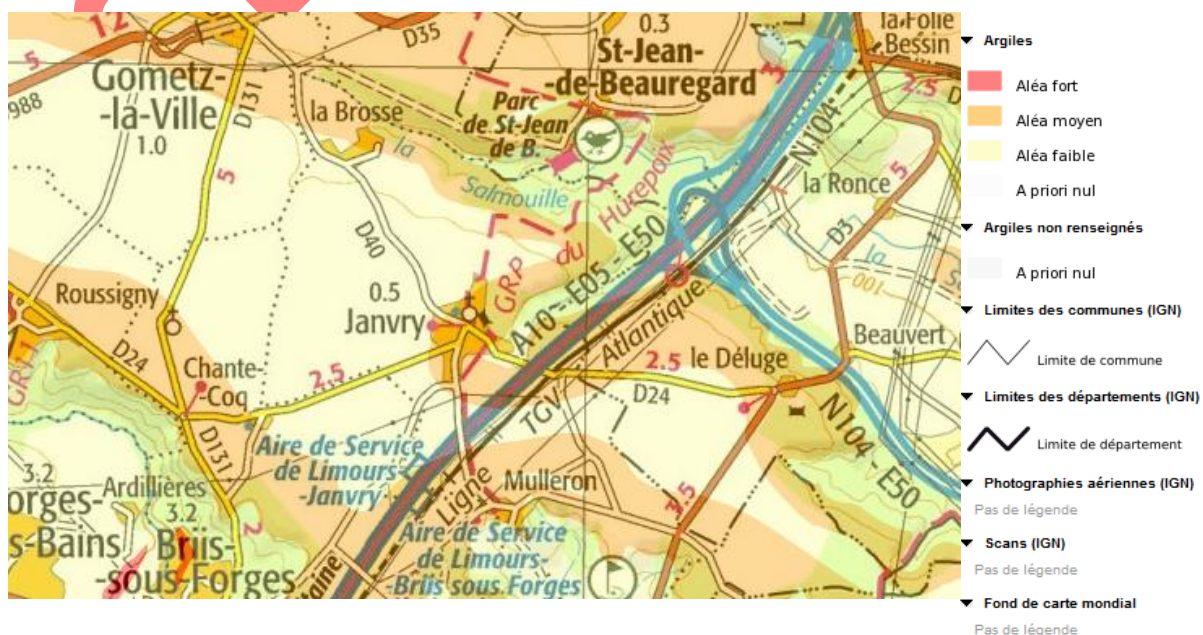


Figure 3 : alea de remontée de nappe

### 2.2.5.3. Risques liés au retrait gorgement des argiles

Un aléa de retrait-gonflement des argiles existe sur la commune. Il a été représenté en figure suivante.



**Figure 4 : alea retrait-gonflement des argiles**

#### 2.2.5.4. Contraintes des infrastructures routières

L'axe routiers A10 et la ligne TGV Atlantique reçoivent de grands flux de circulation, ayant un impact important sur la commune. Le territoire se présente donc comme un espace fragmenté en raison de la présence d'infrastructures routières et ferroviaires constituant de véritables barrières physiques partageant le territoire et présentant des risques majeurs sur le milieu.

### 2.3. POPULATION ET URBANISME

#### 2.3.1. Population et logements

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015
Population	302	459	432	487	530	584	638
Densité moyenne (hab/km <sup>2</sup> )	36,7	55,7	52,4	59,1	64,3	70,9	77,4

**Figure 5 : Evolution démographique de la commune de Janvry (Source : INSEE)**

La densité de population moyenne est inférieure à celle de l'Essonne.

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015
<b>Ensemble</b>	<b>130</b>	<b>164</b>	<b>168</b>	<b>191</b>	<b>215</b>	<b>249</b>	<b>268</b>
Résidences principales	94	129	138	167	195	222	246
Résidences secondaires et logements occasionnels	28	25	21	15	9	14	8
Logements vacants	8	10	9	9	11	13	14

**Figure 6 : Evolution du nombre de logements sur la commune de Janvry (Source : INSEE)**

Le nombre de logements est en constante augmentation.

Le taux d'occupation moyen par logement est de **2,38 habitants** en 2013.

#### 2.3.2. Projets d'urbanisme

Aucun projet d'urbanisme n'est recensé sur Janvry. Seules quelques divisions de parcelles sont éventuellement prévues.

## 3. PRESENTATION DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT

### 3.1. RESEAU D'ASSAINISSEMENT

Le **réseau communal d'eaux usées** de la ville de Janvry est d'une longueur totale de **3693 ml**. Il se décompose en quatre parties :

- La Brosse : le réseau est d'une longueur de 777 ml, il possède deux postes de refoulement et une STEP. L'effluent se rejette dans la Sallemouille (via le ru de la Brosse).



- Mulleron : le réseau est d'une longueur de 2916 ml, il possède deux postes de refoulement et une STEP. L'effluent traité se rejette dans la Charmoise par l'intermédiaire d'un fossé.

Les eaux usées du hameau Chante-Coq sont gérés par la ville de Briis-sous-Forge via son collecteur d'eaux usées.

### 3.2. OUVRAGES PARTICULIERS ET UNITE DE TRAITEMENT DES EAUX USEES

Type	Localisation	Caractéristiques	Domanialité
STEP	La Brosse	Filtre à roseaux	Communal
Poste de refoulement	Charmeaux (La Brosse)	Pompes : 2 X 13 l/s	Communal
Poste de refoulement	Frenon (La Brosse)	Pompes : 2 X 13 l/s	Communal
STEP	Mulleron	Filtre à roseaux	Communal
Poste de refoulement	Marivaux (Mulleron)	Pompes : 2 X 23 l/s	Communal
Poste de refoulement	Précédent (Mulleron)	Pompes : 2 X 23 l/s	Communal

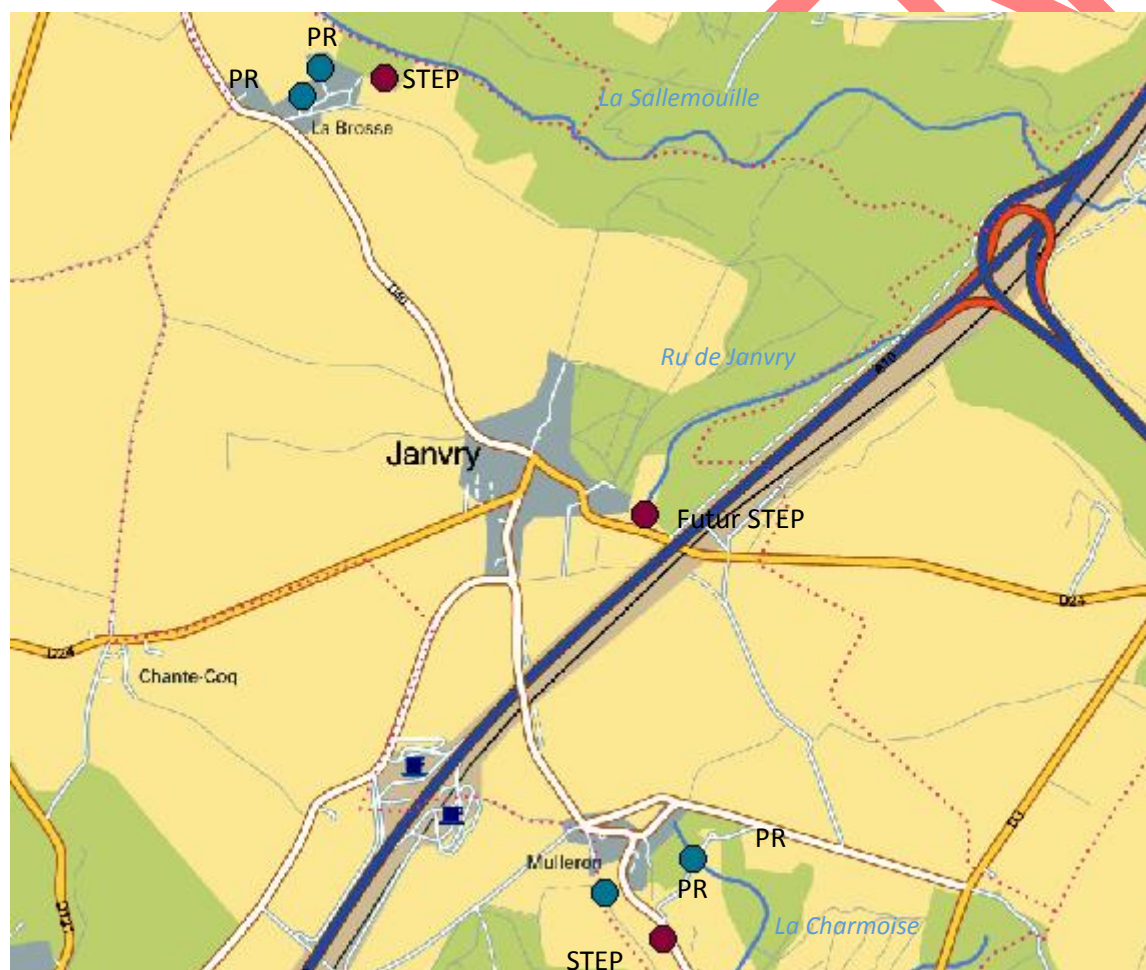


Figure 7 : Carte de la localisation des ouvrages assainissement

### 3.3. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Pour le reste de la commune, la totalité du Bourg de Janvry (soit 111 logements) est en ANC, mais il est prévu à court terme d'y passer l'assainissement collectif et il restera un ensemble de 12 habitations en secteur non raccordable (voir carte du zonage assainissement en annexe 1).



## 4. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES ET JUSTIFICATION TECHNICO-ECONOMIQUE

### 4.1. ZONES A VOCATION D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Dans les secteurs où un collecteur d'eaux usées existera (mode d'assainissement séparatif) :

- les eaux usées devront être dirigées vers le collecteur d'eaux usées,
- la collecte globale des eaux usées et des eaux pluviales dans une même canalisation ne sera pas autorisée.

Le raccordement au réseau d'assainissement devra être réalisé dans un délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau (code de la santé publique – article L1331-1).

En tout état de cause, **tant qu'aucun réseau n'est installé dans la rue, la construction doit être assainie par un dispositif d'assainissement non collectif conforme à la réglementation en vigueur.**

**L'assemblée délibérante du Syndicat de l'Orge a défini comme zone d'assainissement collectif les zones délimitées sur la carte de zonage des eaux usées correspondant :**

- aux secteurs actuellement desservis (Mulleron et la Brosse),
- au Bourg de Janvry.

Toutes les zones construites ou constructibles non définies ci-avant en zone d'assainissement collectif font partie des zones d'assainissement non collectif.

Pour tout rejet au réseau public d'eaux usées non domestiques, celui-ci fera l'objet d'une convention entre **l'activité et le SIVOA** qui définira les conditions techniques, administratives et financières à respecter.

### 4.2. ZONES A VOCATION D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Toutes les zones construites ou constructibles non définies précédemment en zone d'assainissement collectif font partie des zones d'assainissement non collectif.

A noter que : à l'intérieur de la limite de la zone d'assainissement collectif, lorsque aucun collecteur n'est encore construit, l'assainissement doit être traité par des installations d'assainissement individuel conforme à la réglementation en vigueur.

**« Les caractéristiques techniques et le dimensionnement des installations doivent être adaptés aux flux de pollution à traiter, aux caractéristiques de l'immeuble à desservir, telles que le nombre de pièces principales, aux caractéristiques de la parcelle où elles sont implantées, particulièrement l'aptitude du sol à l'épandage, ainsi qu'aux exigences décrites à l'article 5 et à la sensibilité du milieu récepteur. »** (Arrêté du 7 septembre 2009, article 3).

Le Syndicat doit assurer le contrôle du bon fonctionnement des installations. Pour ce faire, les agents habilités par le Syndicat ont accès aux installations.

### 4.3. JUSTIFICATION DU CHOIX DE ZONAGE RETENU

Le choix d'inscrire des riverains en zone relevant de l'assainissement non collectif est fait dans le respect de l'article R2224-7 du Code des Collectivités Territoriales stipulant :

*" Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement, soit parce que son coût serait excessif".*

**Le choix de zonage, entre l'assainissement collectif et l'assainissement non collectif s'est basé sur la comparaison des coûts d'investissement et de fonctionnement de chacune des solutions, ainsi que leur faisabilité technique.**

Un secteur est soumis à choix d'assainissement : il s'agit du secteur du Janvry Bourg.

En effet, les autres riverains en assainissement non collectif sont situés trop loin des réseaux existants pour envisager un raccordement.

- Janvry Bourg :

Janvry Bourg est au centre du territoire avec une superficie d'environ 15 hectares. Il compte 111 logements en assainissement non collectif.

**Figure 8 : Janvry Bourg**



#### **4.3.1. Etude technico-économique**

Une étude technico-économique a été réalisée pour comparer la solution de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif sur Janvry Bourg.

- **Assainissement non collectif**

INVESTISSEMENT PRIVE			
Parc habitations existant à réhabiliter	Prix unitaire (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)
Tranchées d'infiltration ou filtre à sable	7 500 €	111	832 500 €
Coût moyen par logement			6000 €
ENTRETIEN			
Parc habitations total	Prix unitaire (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)
Entretien annuel (vidange, visite de contrôle, etc...) – ANC individuel	100 €	111	11 100€
Coût annuel moyen par logement			100 €

- **Assainissement collectif**

Dans le cas de ce scénario à Janvry Bourg, le réseau sera d'une longueur de 2252 ml et de 111 branchements et possèdera une STEP. L'effluent se rejettera dans la Sallemouille (via le ru de Janvry).

INVESTISSEMENT PRIVE			
Parc habitations existant	Prix unitaire (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)
Branchement partie privée	5 000 €	111	555 000 €
Subvention AESN	3 500 €	111	388 500 €
Coût moyen par logement			1500 €
INVESTISSEMENT PUBLIC			
Réseau de collecte	Prix unitaire (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)
sous voie départementale	517 €/ml	2900	1 500 000 €
STEP			380 000 €
Coût moyen par logement			16 936 €
ENTRETIEN			
Exploitation annuelle	Prix unitaire (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)
Curage préventif réseau	4 €/ml	300	1200 €
Coût exploitation STEP			17 400 €
Coût annuel moyen par logement			167 €
FINANCEMENT DES TRAVAUX EN DOMAINE PUBLIC			
Subvention AESN			388 000 €
Subvention département de l'Essonne			308 000€
Apport de la commune de Janvry sur 20 ans			722 000 €
Reste à financer			462 000 €
Coût annuel à la charge du maître d'ouvrage (sur 20 ans)			23 100 €/an
Impact potentiel sur le prix de l'eau			1,73 €/ m <sup>3</sup>

• **Comparaison des deux solutions**

Solutions	Collectif	Non collectif
<b>Investissement total (€ HT)</b>		
– Privé	555 000 € HT	832 000 € HT
– Public	1 880 000 € HT	/
<b>Descriptif de la solution</b>	Desserte de la totalité des habitations existantes et futures par le réseau d'assainissement eaux usées	Mise en conformité des ANC
<b>Avantages</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestion globalement plus simple</li> <li>- Limitation de la pollution vers le milieu naturel</li> </ul>	Aucun investissement public
<b>Inconvénients</b>	Gestion par la collectivité : entretien du réseau et de la STEP, inspection télévisées, remplacement des tronçons en cas de problème et d'éléments de process	Les dispositifs individuels ne sont pas toujours bien entretenus
<b>Coût à l'habitation (investissement privé)</b>	<b>1500 € HT</b>	<b>7 500 € HT (maisons existantes)</b>
<b>Coût à l'habitation (investissement public)</b>	4162 € HT	/
<b>Coût d'exploitation par an</b>	167 € / habitation	100 € / habitation
<b>Impact sur le prix de l'eau</b>	<b>1,73 €/m<sup>3</sup></b>	/

#### 4.3.2. Critères environnementaux

Dans le cadre de la solution du maintien de l'ANC, des enquêtes de conformité ont été effectuées sur les 111 habitations du Bourg de Janvry. Il s'avère que les systèmes de traitement à la parcelle mis en place sont très souvent incomplets et que les dispositifs ne sont pas entretenus souvent par méconnaissance ou par souci d'économie.

Ils génèrent aujourd'hui des rejets d'eaux usées non traitées importants, avec notamment des problèmes d'odeurs dans les rues du Bourg, les eaux usées non traitées s'évacuant aujourd'hui dans le réseau d'eaux pluviales. Puis ces eaux usées s'évacuent dans des fossés, puis au niveau du Ru du Lavoir qui se rejette ensuite dans la Sallemouille, provoquant des pollutions directes du milieu naturel.

Si la solution de l'assainissement collectif n'est pas retenue sur Janvry Bourg, il y aura nécessité de réhabiliter l'ensemble des dispositifs d'assainissement non collectifs en place. Ces travaux sont à la charge de chaque propriétaire et ne sont plus financés par l'Agence de l'Eau dans le cadre du XIème programme. Il va donc être très compliqué de créer une dynamique pour inciter les usagers à se

mettre en conformité, contrairement à une opération groupée de mise en place de l'assainissement collectif.

#### **4.3.3. Conclusions pour Janvry Bourg**

Contrairement à l'assainissement non collectif, la solution de l'assainissement collectif permettra de mettre rapidement en conformité tous les rejets d'eaux usées des habitations de Janvry Bourg. La mise en place de la station d'épuration réduira à court terme la pollution directe du milieu naturel. Les particuliers seront assistés et subventionnés pour les travaux dans leur habitation via le 11<sup>ème</sup> programme de l'eau. De plus, la durée de vie de l'assainissement non collectif est d'environ 10 ans alors que les réseaux d'assainissement et d'une station d'épuration ont une durée de vie d'environ 40 à 50 ans. Enfin, dans le cadre de la mise en place de l'assainissement collectif, les frais de mise en conformité sont supportés majoritairement par la collectivité et non par l'utilisateur.

**Aussi, pour toutes ces raisons, la solution retenue par la commune est celle de l'assainissement collectif pour le Bourg de Janvry.**

SPECIMEN

## ANNEXES

SPECIMEN



## **ANNEXE 1 : Carte de zonage des eaux usées**

## **ANNEXE 2 : Délibération pour l'enquête publique**